

JURIDIQUE	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
	Le patrimoine d'une société absorbée est transmis à la société absorbante à la date de la dernière assemblée générale ayant approuvé l'opération ; la société absorbante peut donc agir contre une caution de l'absorbée dès cette date, sans attendre la réalisation des formalités de publicité	Cour de Cassation 30.11.2022 N° 20-19.184	
	Une procédure judiciaire est lancée entre une société et son gérant ; dès lors qu'il y a conflit d'intérêt, la société doit être représentée par un mandataire désigné en justice	Cour de Cassation 09.11.2022 N° 20-19.077	
	Une société mère peut être tenue du paiement des dettes de sa filiale en cas d'immixtion dans la gestion et dans le cas d'espèce si le fournisseur impayé pouvait croire qu'il était aussi cocontractant de la mère	Cour de Cassation 09.11.2022 N° 20-22.063	
	A compter du 1 ^{er} janvier 2023, les comptes annuels seront obligatoirement déposés de manière dématérialisée via le guichet unique électronique	Arrêté 21.10.2022 JO du 04.11.2022	
	Dans une SAS, les statuts peuvent prévoir que la révocation des dirigeants se fera sans indemnité ; si un courrier est conclu avec l'intéressé en contradiction avec cette disposition statutaire, ce sont les statuts qui prévalent	Cour de Cassation 12.10.2022 N° 21-15.382	
	Pour justifier le dol en cas de bilan tronqué préalable à une cession d'entreprise, il faut justifier que la violation des principes comptables fondamentaux était tellement flagrante qu'elle ne pouvait être ignorée par le cédant	Cour de Cassation 12.10.2022 N° 21-12.702	
	Les comptes annuels d'une fondation d'entreprise, en tant que personne privée non investie d'une mission de service publique et non bénéficiaire de subventions publiques, peuvent ne pas être communiquées si la communication porte atteinte à sa vie privée	Conseil d'Etat 07.10.2022 N° 443.826	

	Un requérant peut se prévaloir, y compris en cassation, d'une loi plus douce postérieure à un arrêt rendu par une cour administrative d'appel (principe dit de « l'application rétroactive de la loi pénale plus douce »)	Conseil d'Etat 07.10.2022 N° 443.476	
	Ce décret complète les mentions obligatoires à faire figurer sur les factures, dont notamment l'adresse de livraison si elle est différente de l'adresse du client	Décret 07.10.2022 N° 2022-1299, Jo du 9	
	La sous-traitance de travaux comptables relevant du monopole réservé aux experts-comptables à une société non inscrite au tableau de l'Ordre constitue le délit d'exercice illégal, le donneur d'ordre (expert-comptable) étant complice du délit commis par le sous-traitant	Cour de Cassation 04.10.2022 N° 21-85.594	
	Un mandataire peut être nommé de manière ponctuelle, hors péril imminent et même si le fonctionnement normal est possible, dans une SARL ; dans le cas visé, il s'agissait d'une mission liée à une représentation en justice	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 20-21.416	
	Un époux peut renoncer de manière tacite à devenir associé dans la SARL constituée par son conjoint dès lors que les circonstances établissent ladite volonté de manière non équivoque	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 19-26.203	
	Un dirigeant poursuivi par le liquidateur judiciaire pour faute de gestion qui s'avère infondée ne peut pas demander un dédommagement au liquidateur	Cour de Cassation 14.09.2022 N° 21-15.381	
	Un salarié quitte ses fonctions et crée une société concurrente dont il assure la direction ; il est accusé de détournement de clientèle et d'utilisation frauduleuse de données commerciales : selon la Cour, il y a faute intentionnelle d'une particulière gravité qui rend possible la mise en œuvre d'une responsabilité personnelle devant le tribunal de commerce	Cour de Cassation 07.09.2022 N° 20-20.538	

	Démarchage par téléphone : à partir du 1 ^{er} janvier 2023 cela ne pourra être réalisé qu'avec des numéros de téléphone débutant par 0937 ou 0938 ou 0939	Décision ARCEP du 01.09.2022	Les numéros de téléphone débutant entre 01 et 05 seront désormais attribués sans contrainte géographique
	Un médecin qui réserve un hôtel pour un congrès médical relève du droit des particuliers car cette réservation n'est pas réalisée dans le cadre de l'activité professionnelle	Cour de Cassation 31.08.2022 N° 21-11.097	
	Associations loi 1905 : le Conseil Constitutionnel valide la déclaration à faire tous les 5 ans devant le Préfet (loi du 24 août 2021)	Conseil Constitutionnel QPC 2022-1004 du 22.07.2022	
	Publication de décrets détaillant le fonctionnement du nouveau registre national des entreprises (RNE) mis en place à partir du 1 ^{er} janvier 2023	Décrets 19.07.2022 N° 2020-1014 et 1015	
	Association : ce sont les statuts qui doivent désigner les personnes habilitées à la représenter en justice	Cour de Cassation 07.07.2022 N° 22-10.447	
	Même en période de fermeture administrative du fait de la pandémie covid, les loyers commerciaux sont à payer	Cour de Cassation 30.06.2022 N° 21-20.127	
	Un gérant de SARL peut être condamné à supporter le passif d'une société mise en liquidation judiciaire en cas d'irrégularités dans la tenue de la comptabilité ou de poursuite d'une activité déficitaire	Cour de Cassation 29.06.2022 N° 21-12.998	
	Une clause de révision annuelle de loyer commercial calculée de manière forfaitaire est licite	Cour de Cassation 22.06.2022 N° 21-16.042	

	Une entreprise constate une dette de tva, le dirigeant décide de ne pas la déclarer et de ne pas la payer ; l'expert-comptable enregistre une annulation de cette dette par le compte-courant du dirigeant ; fiscalement c'est un revenu distribué (imposable avec pénalités) et la responsabilité du redressement ne relève pas de la responsabilité de l'expert-comptable	Cour de Cassation 15.06.2022 N° 19-17.196	
	La Commission de surendettement peut exiger la vente d'un domicile familial au débiteur afin de régler les dettes tout en assurant pour le solde le relogement	Cour de Cassation 09.06.2022 N° 19-26.230	
	Un bail commercial portant sur un local édifié sans permis de construire est résiliable aux torts du bailleur, avec indemnité et sans paiement de loyers	Cour de Cassation 01.06.2022 N° 22-11.602	
	Un acte portant cession de parts sociales est signé par une fausse signature du cédant. Ce dernier peut contester la cession dans le délai de 5 ans qui court à compter du jour où le vice est découvert	Cour de Cassation 25.05.2022 N° 21-12.238	
	Il est possible de mettre en œuvre une procédure de référé pour obtenir une condamnation en paiement d'un débiteur incluant les pénalités de retard calculées selon les conditions générales (surtout si dans la limite minimale des 3 fois le taux de l'intérêt légal)	Cour de Cassation 18.05.2022 N° 20-18.773	
	Une mise en demeure de paiement d'un loyer d'un matériel n'interrompt pas la prescription quinquennale applicable en matière de paiement des loyers	Cour de Cassation 18.05.2022 N° 20-23.204	
	Baux dérogatoires d'une durée d'un an : il est possible de prévoir un renouvellement tacite dans la limite de trois ans ; le congé donné au terme de la première année n'est pas soumis aux règles des baux commerciaux	Cour de Cassation 11.05.2022 N° 21-15.389	
	Entrepreneur individuel : définition de la notion de biens utiles à l'activité professionnelle	Décret 28.04.2022 N° 2022-725	Les comptes bancaires dédiés sont qualifiés de biens professionnels
	La prescription de l'action contre l'emprunteur vaut aussi pour la caution même pour les contrats antérieurs à l'ordonnance du 15 septembre 2021	Cour de Cassation 20.04.2022 N° 20-22.866	

	La faillite personnelle d'un dirigeant pour sa gestion post-cessation des paiements est possible dès lors qu'il existe des faits de poursuite d'exploitation déficitaire dans un intérêt personnel	Cour de Cassation 13.04.2022 N° 21-12.994	
	Perdre le seul client de la société constitue un manque de vigilance et non une faute de gestion dès lors que les relations commerciales établies semblaient solides	Cour de Cassation 13.04.2022 N° 20-20.137	
	Est nul (illicite) un contrat conclu entre une entreprise et un expert-comptable qui fixe des honoraires de résultat à titre exclusif	Cour de Cassation 6.04.2022 N° 21-12.045	
	SAS : si les statuts prévoient que le directeur général peut être révoqué à tout moment, il n'est pas nécessaire de donner un juste motif à la révocation	Cour de Cassation 9.03.2022 N° 19-25.795	
	Le statut unique de l'entrepreneur individuel prévoit une séparation entre patrimoine professionnel et patrimoine personnel	Loi 14.02.2022 N° 2022-172	Il n'est plus possible de créer une EIRL
	Un associé (arrivé dans le capital avant la mise en évidence des difficultés) peut agir contre les dirigeants de la société mise en liquidation et l'expert-comptable du fait du préjudice subi dans le cas d'espèce au motif de comptes annuels ne donnant pas une image fidèle	Cour de Cassation 2.02.2022 N° 20-17.151	
	Les statuts de SAS ne peuvent pas fixer la règle de majorité au tiers des associés : il faut rester au minimum à la majorité simple	Cour de Cassation 19.01.2022 N° 19-12.696	
	Dans une SCI, le vote en assemblée est régi par les statuts ; à défaut, c'est la règle de l'unanimité qui est applicable, dans le sens de l'unanimité des associés et non de l'unanimité des membres présents ou représentés	Cour de Cassation 05.01.2022 N° 20-17.428	
	La qualité d'associé dans une société est réservée au seul nu-propriétaire (pas à l'usufruitier)	Cour de Cassation 1 ^{er} .12.2021 N° 20-15.164	
	En cas de liquidation judiciaire du locataire, le bailleur peut demander la résiliation du bail en faisant valoir des impayés postérieurs au jugement de liquidation et au terme d'un délai de trois mois	Cour de Cassation 24.11.2021 N° 20-20.973	

	Dans les SCI, le procès-verbal de l'assemblée doit notamment mentionner les résolutions mises au voix, mais la loi ne rend pas obligatoire la mention du vote individuel de chaque associé	Cour de Cassation 12.05.2021 N° 19-21.725	
	Il n'y a pas d'action juridique pour recouvrer une dette de jeu : un casino qui accorde des avances (et non une vente de jetons) sur la base de chèques revenus impayés se trouve dans ce cas.	Cour de Cassation 08.04.2021 N° 19-20.644	
	Bail commercial : une action en résiliation est possible pour un voisin en cas de non-respect des stipulations du règlement de copropriété par le locataire	Cour de Cassation 08.04.2021 N° 20-18.327	
	La demande d'injonction de dépôt des comptes annuels au Greffe ne subit pas de prescription	Cour de Cassation 03.03.2021 N° 19-10.086	

SOCIAL	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
	Selon la Cour de Cassation, il ne faut pas confondre l'obligation de prévention du harcèlement moral (dont la carence serait reprehensible) et la prohibition du harcèlement moral	Cour de Cassation 23.11.2022 N° 21-18.951	
	Les différences de traitement entre hommes et femmes dans les manuels de port d'uniformes ne peuvent être justifiées que par la nature de la tâche à accomplir et que si elles répondent à une exigence professionnelle véritable, déterminante et être proportionnées au but recherché ; pour la Cour de Cassation, si les hôtesses sont autorisées à porter des tresses nouées en chignon, il doit en être de même pour les stewards	Cour de Cassation 23.11.2022 n° 21-14.060	
	Les représentants des salariés au sein des Conseils d'administration des Sa et Sca sont désignés selon 4 modalités ; si c'est la désignation par Cse ou Comité de groupe : c'est alors obligatoirement le Comité de groupe si la désignation est effectuée par les institutions représentatives locales	Cour de Cassation 23.11.2022 n° 21-19.944	
	Un salarié sans titre de séjour ne peut être mis à pied à titre conservatoire car cette procédure devrait être suivie par un licenciement pour faute grave	Cour de Cassation 23.11.2022 N° 20-19.961	
	Pour permettre la qualification d'une rétractation de l'employeur dans le cadre d'une procédure de licenciement, l'accord exprès du salarié s'impose	Cour de Cassation 23.11.2022 N° 20-19.961	
	En cas de licenciement avec PSE d'au moins 10 salariés en 30 jours dans une entreprise de 50 salariés et plus (« grand » licenciement), l'entreprise doit mener à son terme la procédure de consultation du CSE avant toute mise en œuvre de la réorganisation	Conseil d'Etat 15.11.2022 N° 444.480	
	Les fichiers créés sur un ordinateur professionnel mis à la disposition du salarié pour l'exécution de son travail sont présumés avoir un caractère professionnel	Cour de Cassation 09.11.2022 N° 20-18.922	
	En cas de transfert d'un contrat de travail d'une entité à l'autre, il est impératif de conclure une convention tripartite (deux entreprises et salarié) ; deux accords séparés ne valent pas une convention tripartite	Cour de Cassation 26.10.2022 N° 21-10.495	

	En cas de dénonciation à tort de harcèlement, ce n'est qu'en cas de mauvaise foi du plaignant qu'une entreprise peut user de son pouvoir disciplinaire	Cour de Cassation 19.10.2022 N° 21-16.361	
	La procédure à mettre en place dans les entreprises de plus de 50 salariés en matière de signalement interne des lanceurs d'alerte est mise à jour	Décret 03.10.2022 N° 2022-1284	
	Le règlement intérieur mis à jour sans avoir été soumis au CSE demeure applicable, mais un syndicat peut demander la suspension de son entrée en vigueur	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 21-10.718	
	Un salarié peut donner son opinion sur l'organisation du travail décidée par son supérieur hiérarchique et la charge du travail en découlant au cours d'une réunion direction-salariés	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 21-12.045	
	Un salarié sous régime du forfait jours ne peut pas demander que le temps de travail de certains dimanches travaillés soit rémunéré en heures supplémentaires	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 21-14.106	
	La qualification du licenciement économique doit être vérifiée au regard des indicateurs visés par le Code du travail dès lors qu'il n'est pas justifié par une baisse significative des commandes ou du chiffre d'affaires	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 20-18.511	
	Un salarié à temps partiel ne peut pas réaliser des heures complémentaires aboutissant à un temps complet, sauf à transformer le contrat de travail à temps complet	Cour de Cassation 21.09.2022 N° 20-1070	
	La seule différence de diplômes ne permet pas à justifier une différence de salaire entre des salariés exerçant les mêmes fonctions (il faut que ledit diplôme atteste de connaissances utiles à l'exercice professionnel)	Cour de Cassation 14.09.2022 N° 21-12.175	
	Il est admis que l'ordre du jour du CSE soit modifié en début de séance en cas de vote en l'unanimité en ce sens	Cour de Cassation 13.09.2022 N° 21-83.914	
	Dans une association, un bénévole qui perçoit une contrepartie financière à son activité qui dépasse le montant des frais réellement exposés ou une rémunération en nature (sous réserve de l'existence d'un lien de subordination) peut voir sa relation requalifiée en contrat de travail	Cour d'Appel d'Amiens 07.09.2022 N° 21-02.142	

	Une prime de partage de la valeur peut être octroyée aux salariés avec une exonération sociale et fiscale de 3.000 € ou 6.000 € selon les cas, sous conditions. Le forfait social de 20 % s'applique pour les employeurs de 250 salariés et plus	Loi de financement rectificative pour 2022 N° 2022-1157 du 16.08.2022	Il est possible de verser la prime tous les trimestres
	Du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025, sur accord avec l'Entreprise, les salariés peuvent monétiser les jours de repos conventionnels et de rtt	Loi de financement rectificative pour 2022 N° 2022-1157 du 16.08.2022	
	Il peut y avoir prise d'acte par le salarié de rupture du contrat de travail pour défaut de paiement du salaire de mai (effectivement payé le 10 juin), avec effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse, même sans alerte préalable de l'employeur	Cour de Cassation 06.07.2022 N° 20-21.690	
	Il ne peut pas y avoir motif de licenciement d'un salarié malade dont les absences répétées ou prolongées désorganisent un service : il faut en effet justifier d'une désorganisation de toute l'entreprise	Cour de Cassation 06.07.2022 N° 21-10.261	
	Si le projet est décidé au niveau central sans pouvoir au chef d'un établissement, seul le CSE central est consulté sans que le CSE d'établissement n'ait à l'être aussi	Cour de Cassation 29.06.2022 N° 21-11.935	
	Un rapport d'enquête interne peut être utilisé pour justifier le licenciement d'un salarié pour harcèlement	Cour de Cassation 29.06.2022 N° 21-11.437	
	La publicité des résultats des élections au CSE doit se faire « par tout moyen permettant l'accessibilité de ce résultat », ce qui permet de trouver une solution adaptée autre que l'affichage	Cour de Cassation 15.06.2022 N° 20-21.992	
	Dès lors qu'il existe un CSE central, c'est ce dernier qui a la compétence pour l'exercice du droit d'alerte économique et non les CSE d'établissement	Cour de Cassation 15.06.2022 N° 21-13.312	
	La rupture du contrat de travail ne peut pas être signée par lettre de la société A alors que le salarié était titulaire d'un contrat de travail au sein de la société B, même si le gérant des sociétés A et B est le même	Cour de Cassation 15.06.2022 N° 21-11.466	

	Un élu du CSE peut être sanctionné par avertissement s'il ne respecte pas son obligation de discrétion en n'appliquant pas les règles de sécurité informatique en vigueur dans l'entreprise pour la copie de documents confidentiels liés à la gestion de l'entreprise	Cour de Cassation 15.06.2022 N° 21-10.366	
	Une lettre de licenciement pour faute grave d'un salarié professionnel de santé pour comprendre des motivations basées sur de éléments couverts par le secret médical (dans l'affaire relative à une infirmière coordinatrice dans une maison de retraite, il était fait état de manques de soins à l'égard de patients identifiables renvoyant à des informations tirées de leur dossier médical)	Cour de Cassation 15.06.2022 N° 20-21.090	
	Un salarié démissionne et crée sa société ; il utilise des données techniques confidentielles de son ancien employeur : il s'agit d'un acte de concurrence déloyale même si ce salarié n'était pas tenu par une clause de non concurrence	Cour de Cassation 01.06.2022 N° 21-11.921	
	Dans le cadre d'un licenciement économique, la justification de la baisse de chiffre d'affaires doit être basée sur la comparaison de la période contemporaine de la rupture du contrat de travail avec la même période de l'année précédente ; si la situation s'est améliorée, le motif économique n'est pas validé	Cour de Cassation 01.06.2022 N° 20-19.957	
	Pour une élection du CSE avec vote électronique exclusif, il appartient à l'employeur de vérifier que tous les salarié peuvent participer au scrutin, notamment en termes d'équipements ou pour ceux qui résideraient dans une zone non desservie par internet	Cour de Cassation 01.06.2022 N° 20-22.860	
	L'expert-comptable désigné par le CSE pour la mission d'expertise sur la politique sociale peut avoir accès à des informations individuelles au-delà du contenu de la BDESE, dès lors que ces informations existent et sont nécessaires à la mission	Cour de Cassation 18.05.2022 N° 20-21.444	
	Accord d'intéressement conclu dans les délais mais déposé avec un mois de retard : le redressement des cotisations sociales s'applique	Cour de Cassation 12.05.2022 N° 20-22.367	
	L'indemnité de rupture conventionnelle est à payer en cas de décès du salarié concerné dès lors que la convention de rupture a été homologuée au jour du décès	Cour de Cassation 11.05.2022 N° 20-21.103	

	Le barème dit « Macron » des indemnités de rupture des contrats de travail est juridiquement compatible avec la convention de l'OIT et la charte sociale européenne	Cour de Cassation 11.05.2022 N° 21-14.490	
	Les avocats peuvent être choisis comme prestataires du système d'aide au conseil en ressources humaines pour les PME	Conseil d'Etat 26.04.2022 N° 453.192	
	Visite médicale à distance : c'est possible si le salarié donne son consentement et sous réserve que la santé du salarié le justifie	Décret 26.04.2022 N° 2022-679	
	Contenu de la BDESE en matière d'environnement : les dispositions de la loi Climat d'août 2021 sont précisées	Décret 26.04.2022 N° 2022-678	
	Une clause de non-concurrence n'est valable que si elle est limitée dans le temps et dans l'espace et si elle est proportionnée au regard de l'objet du contrat	Cour de Cassation 30.03.2022 N° 19-25.794	
	Dans le cadre de sa mission d'accompagnement du CSE sur la politique sociale, l'expert-comptable peut consulter cinq années de données sociales pour l'analyse de l'ensemble de l'évolution des composantes des rémunérations, y compris au titre des licenciements et ruptures conventionnelles	Cour de Cassation 23.03.2022 N° 20-17.186	
	Au regard de l'obligation de l'employeur à garantir la santé et la sécurité des salariés, un licenciement est possible dans le cas d'un salarié ayant déménagé en Bretagne (lieu de travail : banlieue parisienne) sans avertir son employeur	Cour d'Appel de Versailles 10.03.2022 N° 20-02.208	
	Un accord d'entreprise peut confier au CSE central le monopole des trois consultations récurrentes (même pour la politique sociale), étant rappelé que pour le social, il y a en principe double consultations (central et établissement, dès lors qu'il y a des adaptations spécifiques dans les établissements)	Cour de Cassation 09.03.2022 N° 20-19.974	
	Le licenciement d'un salarié au motif du fait qu'il a usé de sa liberté d'expression (au cas d'espèce : position technique d'un directeur fiscal) est nul ; les dommages et intérêts ne sont pas ceux prévus par le barème du Code du travail (autre un plancher de 6 mois de salaire)	Cour de Cassation 16.02.2022 N° 19-17.871	

	Les organismes de sécurité sociale pourront saisir les biens de l'entrepreneur individuel en cas de manœuvres frauduleuses ou d'inobservation grave et répétée dans le recouvrement des cotisations sociales	Loi 14.02.2022 N° 2022-172	
	L'insertion dans un compte-rendu d'évaluation professionnel de reproches avec ordre de modifier les éléments à un salarié vaut avertissement. Les mêmes faits ne peuvent donc pas motiver un motif de licenciement	Cour de Cassation 02.02.2022 N° 20-13.833	
	Le salaire doit être versé sur un compte dont le salarié est titulaire ou cotitulaire	Loi 24.12.2021 N° 2021-1774	
	A compter du 1 ^{er} janvier 2024, les titres TESE et CEA pourront être mis en place pour une partie seulement des salariés	Loi de financement Sécurité Sociale pour 2022 23.12.2021 N° 2021-1754	
	L'homologation d'une rupture conventionnelle doit être télédéclarée	Décret 13.12.2021 N° 2021-1639	
	C'est à l'employeur qu'il appartient de verser l'indemnité inflation de 100 € sur la paie de décembre 2021, avec imputation sur les cotisations sociales (DSN) déclarées en janvier 2022	Décret 11.12.2021 N° 2021-1623	
	Le salarié à temps partiel dont le contrat ne précise pas les horaires et la répartition matin / après-midi est à qualifier en salarié à temps complet	Cour de Cassation 17.11.2021 N° 20-10.734	
	Modification (simplification) de la procédure d'injonction de payer à partir du 1 ^{er} mars 2022	Décret 11.10.2021 N° 2021-1322	
	En cas d'absence maladie et maintien de salaire conventionnel : la part variable de la rémunération est à maintenir	Cour de Cassation 29.09.2021 N° 20-11.663	
	En cas de vente du local commercial, le bailleur doit faire une offre précise au locataire en sachant que le prix de vente ne doit pas inclure les honoraires d'agences (qui ne sont en aucun cas dus par le locataire en cas d'achat)	Cour de Cassation 23.09.2021 N° 20-17.799	

FISCAL	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
BIC-IS	Une provision pour dépréciation du fonds commercial est fiscalement déductible si elle est dotée conformément aux règles comptables avec mise en évidence d'une baisse de valeur entre valeur actuelle (valeur vénale / valeur d'usage) et valeur nette comptable	Conseil d'Etat 22.11.2022 N° 454.766	
TVA	Une société loue des locaux nus (pour des séminaires, colloques, ...) et des sociétés liées interviennent pour la location de mobilier et les prestations de traiteur ; du fait de l'importance de la communauté d'intérêt, la location des locaux entre dans le champ de la Tva	Cour Administrative d'Appel de Douai 27.10.2022 N° 20DA01626	
IS	Dans le cadre de l'intégration fiscale, ce n'est qu'avec un mandat qu'une filiale intégrée peut demander une décharge des cotisations d'impôts payée par la société mère du groupe fiscalement intégré	Conseil d'Etat 20.10.2022 N° 441.459	
BIC-IS	Une entreprise constate en perte une créance irrécouvrable et comptabilise la reprise de la provision ; lors d'un contrôle fiscal, la créance est réinscrite ; mais la provision non dotée n'est plus déductible	Conseil d'Etat 18.10.2022 N° 461.039	
BIC-IS	Les dépenses de recherches juridiques réalisées par un cabinet d'avocats n'entrent pas dans le champ du crédit d'impôt recherche	Conseil d'Etat 14.10.2022 N° 443.869	
IR	Un salarié dirigeant est condamné au titre d'un engagement de caution de la société ; ce montant n'est pas déductible dès lors que son compte-courant d'associé constate une créance détenue en conséquence sur la société	Cour Administrative d'Appel de Versailles 13.10.2022 N° 20VE03412	

TVA	Décret et arrêté apportent des précisions sur les modalités de mise en œuvre de la facturation électronique, et donne notamment les éléments de procédure pour obtenir un numéro d'immatriculation en qualité d'opérateur de dématérialisation partenaire	Décret 07.10.2022 N° 2022-1299 Arrêté 07.10.2022, Jo du 09.10.2022	
REVENUS FONCIERS	Il n'y a pas d'imposition des édificatifs réalisés par le locataire d'un bail commercial lors du renouvellement du bail commercial dès lors que le bailleur a renoncé temporairement au bénéfice de la clause d'accession	Cour Administrative d'Appel de Bordeaux 27.09.2022 N° 20BX02423	
BIC-IS	La dépréciation d'avances de trésorerie consenties à une SCI dans laquelle la société est associée mais sans liens commerciaux a une nature financière et la dotation n'est pas fiscalement déductible	Cour Administrative d'Appel de Nancy 22.09.2022 N° 21NC00302	
BIC-IS	Il ya transfert de bénéfice dès lors qu'une convention de trésorerie prévoit le placement des excédents de trésorerie auprès d'une société étrangère moyennant un taux d'intérêt nul	Conseil d'Etat 20.09.2022 N° 461.639	
TAXES LOCALES	La redevance télévisuelle est supprimée à partir de l'année 2022	Loi de financement rectificative pour 2022 N° 2022-1157 du 16.08.2022	Le recouvrement était assuré via la taxe d'habitation
IR	A compter du 1 ^{er} janvier 2022, le plafond d'exonération des heures supplémentaires est porté à 7.500 €	Loi de financement rectificative pour 2022 N° 2022-1157 du 16.08.2022	
TVA	Le calendrier de la mise en place de la facturation électronique est validé avec la date du 1 ^{er} janvier 2026 pour les PME et micro-entreprises	Loi de financement rectificative pour 2022 N° 2022-1157 du 16.08.2022	Effet au 1 ^{er} juillet 2024 pour les grandes entreprises et au 1 ^{er} janvier 2025 pour les entreprises de taille intermédiaire

BIC-IS	L'amortissement du fonds commercial acquis n'est plus possible en cas d'acquisition via une entité liée ou d'apport en société	Loi de financement rectificative pour 2022 N° 2022-1157 du 16.08.2022	
CONTROLE	En cas de liquidation judiciaire d'une entreprise, la proposition de rectification fiscale doit être adressée par l'Administration à l'administration ad'hoc (liquidateur)	Cour Administrative d'Appel de Lyon 08.08.2022 N° 20LY01921	
IR	Une indemnité transactionnelle de rupture de contrat de travail est non imposable si elle représente des dommages et intérêts ; il faut néanmoins le justifier et si le protocole de transaction indique une simple exécution défectueuse du contrat de travail, la qualification visée n'est pas assurée	Cour Administrative d'Appel de Lyon 08.08.2022 N° 21LY03146	
BIC-IS	La conformité d'une renonciation à recette par référence à l'objet social n'est pas suffisante pour éviter la qualification d'un acte anormal de gestion	Conseil d'Etat 22.07.2022 N° 444.942	
IS	Il a été validé la qualification de titres de participation la détention de 2,2 % du capital dès lors que cette détention juridique permet de favoriser l'activité propre de la « mère » (notion d'influence / contrôle)	Conseil d'Etat 22.07.2022 N° 449.444	
IS	Dans le cadre d'un abandon de créances à caractère financier, la situation nette de la filiale qui en bénéficie peut être calculée selon des méthodes de nature économique et non uniquement sur la base des comptes annuels	Conseil d'Etat 21.06.2022 N° 447.084	

BIC-IS	Il est possible de déduire une dépréciation de stock de pièces détachées selon une méthode forfaitaire dès lors que l'obsolescence technique propre à chaque pièce est prise en compte	Cour Administrative d'Appel de Douai 16.06.2022 N° 20DA00878	
BNC	En cas de dissolution d'une Scp, les comptes demeurent établis en recettes / dépenses ; c'est lors de la liquidation qu'il faut retenir les créances / dettes	Cour Administrative d'Appel de Douai 16.06.2022 N° 20DA01334	
TVA	Une autoécole ne peut pas appliquer le taux de tva réduit de 5,5 % à la vente de fascicules liée aux prestations de préparation à l'examen du permis de conduire	Cour Administrative d'Appel de Paris 15.06.2022 N° 21PA01559	
BIC-IS	Une indemnité provisionnelle d'expropriation est imposable dès sa réception sans qu'il soit à prendre en compte son caractère provisoire et non définitif	Conseil d'Etat 03.06.2022 N° 452.708	
IS	Cession de titres d'une filiale à un ancien salarié dans le cadre d'une convention particulière moyennant un « bas prix » : il n'y a pas d'acte anormal de gestion dès lors que l'affaire est notamment justifiée sur la base du rôle personnel du salarié concerné	Conseil d'Etat 02.06.2022 N° 448.886	
TVA	La production de factures rectificatives en cas d'irrecouvrabilité des créances es obligatoire, même si les archives ont disparu et si certains clients ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire	Cour Administrative d'Appel de Bordeaux 24.05.2022 N° 20BX00148	

IS	Une filiale française peut supporter des frais engendrés par la réorganisation de l'ensemble de l'activité décidée par le groupe étranger (mère) sans qu'il y ait qualification d'acte anormal de gestion (dès lors que l'intérêt propre de la société est pris en compte sans immixtion de l'Administration dans les choix de gestion) ou de transfert indirect de bénéfice (dès lors qu'il est justifié des opérations économiques)	Cour Administrative d'Appel de Lyon 18.05.2022 N° 19LY03100	
BNC	Pas de passage en charge des vélos achetés. Pas de possibilité d'opter pour un calcul d'indemnités kilométriques	Réponse ministérielle Grau n° 42.938 JO AN 26.04.2022	
BIC-IS	Une dépréciation du fonds de commerce est fiscalement déductible s'il est justifié d'une perte de valeur par rapport à la méthode de valorisation de l'origine	Conseil d'Etat 14.04.2022 N° 443.985	
IR	La réévaluation libre des actifs financiers (contrats de capitalisation) d'une société civile n'est pas imposable chez les associés, les gains latents étant simplement inscrits pour information	Conseil d'Etat 14.04.2022 N° 454.264	
Enregistrement	Le site impots.gouv.fr permet d'opérer un enregistrement en ligne des cessions de droits sociaux entre particuliers non constatés par un acte		A partir du 24 mars 2022
BIC-IS	Une provision de couverture du risque de non recouvrement des avances en trésorerie faites à une filiale européenne est déductible, ces avances étant réputée être réalisées dans un cadre commercial (développement du réseau, réputation du groupe, ...)	Cour Administrative de Lyon 31.03.2022 N° 20LY01253	

IS	Les provisions pour dépréciation des stocks doivent être calculées de manière statistique et justifiée au regard du cours du jour retenu comme le prix de vente minimal au moment de l'inventaire	Cour Administrative d'Appel de Paris 23.03.2022 N° 20PA04009	
Contentieux	L'analyse de l'éventuel acte anormal de gestion en matière de prix de cession d'actions doit être opérée à la date de conclusion de la promesse de vente	Conseil d'Etat 11.03.2022 N° 453.016	
RF	Les travaux d'amélioration dissociables des travaux de reconstruction sont déductibles des revenus fonciers	Conseil d'Etat 03.03.2022 N° 447.962	
RF	Il n'est pas possible de déduire des dépenses de travaux sur des logements dont la jouissance est réservée aux propriétaires	Cour Administrative d'Appel de Douai 03.03.2022 N° 20DA01136	
IS	Les entrepreneurs individuels pourront opter pour l'IS	Loi 14.02.2022 N° 2022-172	Le statut EIRL n'existe plus
Contentieux	L'acte anormal de gestion s'apprécie au regard des intérêts économiques et non au regard de l'intérêt social	Réponse ministérielle Bascher JO Sénat N° 25.359 du 10.02.2022	
IS	Il n'y a pas de régime de faveur possible en cas de cession d'une branche d'activité qui est en réalité accessoire et sans personnel dédié (donc sans activité autonome)	Cour Administrative d'Appel de Lyon 10.02.2022 N° 20LY00016	
IS	Les intérêts financiers intégrés dans le prix d'achat de titres de participation sont à immobiliser	Cour Administrative d'Appel de Paris 26.01.2022 N° 20PA03705	

Contentieux	Un dirigeant condamné solidairement au paiement des dettes fiscales de sa société peut contester cette décision dès la signification du jugement	Conseil d'Etat 30.12.2021 N° 442.804	Il n'est pas nécessaire d'attendre la mise en recouvrement pour déposer la contestation
BIC-IS	Une entreprise individuelle pourra opter pour l'application de l'IS (assimilation à une EURL)	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	Cette disposition suppose le vote de la loi « indépendants » avec la suppression du régime EURL. Attention, application du régime des cotisations sociales comme EURL (y compris sur dividendes représentant plus de 10 % du bénéfice net)
BIC-IS	Pour les PME : possibilité de déduire par 1/10 (sur 10 ans) l'amortissement des fonds de commerce acquis entre le 1 ^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	La dotation doit être constatée en comptabilité
BIC-IS	Le crédit d'impôt formation des dirigeants de TPE est maintenu sur la base de 40 heures affectée du double du taux horaire du SMIC à partir du 1 ^{er} janvier 2022	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	
BIC-IS	Les plafonds d'exonération des plus-values en cas de transmission d'entreprise individuelle (ou branche complète d'activité / départ à la retraite) sont portés de 300.000 € à 500.000 € (exonération totale) et de 500.000 € à 1.000.000 € (exonération partielle)	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	Application dès les plus-values de l'année 2021
Tva	A compter du 1 ^{er} janvier 2023, la Tva sera exigible dès le versement d'acompte (pour la livraison de biens)	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	Jusqu'à cette date : la tva est exigible à la date de la livraison

Douane	A compter du 1 ^{er} janvier 2022, la DEB est remplacée par deux déclarations : déclaration des états récapitulatifs et déclaration des données statistiques	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	
IR	Le crédit d'impôt en faveur des services à la personne est applicable dans de limites particulières pour : travaux de petit bricolage (500 €), assistante informatique (3.000 €) et jardinage (5.000 €)	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	Plafonds particuliers au regard de la limite annuelle de 12.000 €
Impôts locaux	Une déclaration spécifique sera à souscrire au 1 ^{er} juillet 2023 par les propriétaires de « locaux d'habitation exceptionnels »	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	L'objectif est de permettre la révision des valeurs locatives aux impôts locaux
Droits enregistrement	Déclaration de succession en ligne : ce sera obligatoire, via le Notaire, à partir du 1 ^{er} juillet 2025 avec un déploiement progressif entre 2022 et 2024	Loi de finances pour 2022 30.12.2021 N° 2021-1900	
Associations	Pour apprécier le caractère non lucratif d'une association (cas d'espèce de formation pour un public qui ne peut pas accéder aux services offerts par une entreprise commerciale), il faut analyser si les tarifs sont inférieurs au secteur concurrentiel « et à tout le moins des tarifs modulés en fonction de la situation des bénéficiaires »	Conseil d'Etat 29.12.2021 N° 439.408 et 439.411 et 439.413	Un arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille a été en conséquence annulé
IR	Une indemnité transactionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu si elle est justifiée par une rupture du contrat de travail sans cause réelle et sérieuse	Cour Administrative d'Appel de Nantes 26.11.2021 N° 20NT02355	
Tva	Tva : détermination du taux applicable aux produits présentés en corbeille ; le taux de 5,5 % ne s'applique que si la majorité des produits relève du taux réduit	Réponse ministérielle Bergé JOAN 16.11.2021 N° 38.168	

Pénalités	La pénalité de 50 % en cas de factures de complaisance est validée par le Conseil Constitutionnel	QPC 21.10.2021 N° 2021-942	
IS	Le régime de faveur est possible en cas de cession d'une branche d'activité qui fonctionne sans salarié et sans matériels, mais dont la clientèle est dédiée	Cour Administrative d'Appel de Bordeaux 19.10.2021 N° 19BX04882	
Tva	Une simple refacturation de frais entre deux sociétés sans relation commerciale ni juridique est hors champ de Tva (pas de tva d'amont récupérable)	Cour Administrative de Lyon 17.06.2021 N° 19LY02141	
BIC-IS	La dépréciation du fonds commercial est déductible si elle porte sur l'ensemble du fonds ; la dépréciation partielle sur certains éléments du fonds est acceptée si l'élément concerné est dissocié et individualisable	Bofip 9.06.2021	BOI.BIC.PROV.40- 10-10
BIC-IS	Précisions sur le traitement particulier de l'option pour la réévaluation libre	Bofip 9.06.2021	BOI.BIC.PROV.40- 10-10
IR	Un contribuable qui est résident fiscal dans deux Etats sans qu'il soit possible de savoir quel pays permet de qualifier la résidence fiscale (critères de foyer, séjour, ...) est considéré comme résident français dès lors qu'il a la nationalité française	Conseil d'Etat 09.06.2021 N° 431.551	
Tva	Seuil de récupération de la Tva sur les cadeaux de faible valeur : c'est désormais 73 €	Bofip 17.05.2021	BOI.IR.RICI.390.220
Droits d'enregistrement	Droit de partage en cas de séparation de corps, divorce, rupture de Pacs : 1,8 % en 2021 et 1,1 % en 2022	Loi de finances pour 2021 29.12.2020 N° 2020-1721	

IS	A compter du 1 ^{er} janvier 2022, le taux d'IS de droit commun est de 25 %	Loi de finances pour 2021 29.12.2020 N° 2020-1721	Taux de 15 % dans la limite de 38.120 € pour les PME. En 2021, taux normal de 26,5 % (ou 27,5 % si chiffre d'affaires supérieur à 250 M€)
----	---	--	--

COMPTABLE et ORGANISATION	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
ANC Autorité des Normes Comptables			
	Règlement 2022-06 portant mise à jour du Plan comptable général	04.11.2022	
	Règlement 2022-05 sur les comptes annuels des organismes de logement social	07.10.2022	Mise à jour du règlement ANC 2015-05
	Caducité des 33 communiqués émis par le Conseil National de la Comptabilité entre 1998 et 2009	29.09.2022	
	Enoncé des principes sous-jacents à l'élaboration des normes comptables françaises	01.09.2022	
	Règlement 2022-04 sur les comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif	27.07.2022	Mise à jour règlement ANC 2018-06
	Règlement 2022-03 sur les comptes annuels des organismes de placement collectif	08.06.2022	Mise à jour règlement ANC 2020-07
	Règlement 2022-02 sur les comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif	05.04.2022	Intégration du financement de la formation professionnelle et apprentissage
	Règlement 2022-01 de mise à jour du PCG	05.04.2022	Mise à jour règlement ANC 2014-03
	Mise à jour de la recommandation sur les engagements de retraite	17.11.2021	
	Règlements sur les comptes des CSE	27.10.2021	Homologués le 4.12.2021
	Recueil des normes comptables à jour au 1 ^{er} janvier 2021	17.06.2021	
	Recommandation arrêté des comptes, notamment sur les amortissements	15.01.2021 et 07.06.2021	
OEC Ordre des Experts-Comptables			
	Avis sur l'aide « gaz et électricité » : modalités de détermination de l'EBE	06.07.2023	2022.05

	Note technique sur l'autoliquidation de la Tva à l'importation	Mai 2022	2022.03
	Avis sur les aides « coûts fixes rebond » et « coûts fixes consolidation » pour les associations	19.04.2022	2022.04
	Avis sur les avoirs octroyés par des salles de sports dans le contexte covid	16.03.2022	2022.03
	Avis sur les modalités de calcul de l'Ebe « remontées mécaniques »	16.03.2022	2022.02
	Avis sur les modalités de détermination de l'état de non-cessation des paiements	08.02.2022	2022.01
	Note technique sur amortissement et dépréciation du fonds commercial	Janvier 2022	2022.01
	Avis sur la comptabilisation de l'indemnité inflation	15.12.2021	2021.05
	Avis sur l'aide complémentaire « couts fixes »	25.11.2021	2021.03 quater
	Avis sur la présentation de la dette covid dans les comptes annuels	Février 2022	2021.04 avis mis à jour
	Avis sur la présentation des comptes comparatifs N-1 des personnes morales à but non lucratif	05.02.2021	2021.02
	Avis sur la comptabilisation des aides financières exceptionnelles versées par les caisses des indépendants	05.02.2021	2021.01
AMF Autorité des Marchés Financiers			
	Recommandation sur l'arrêté des comptes 2021 et la revue des états financiers	29.10.2021	2021.06
AUTRES			
	Entrée en application de la facturation électronique : 1 ^{er} juillet 2024	Ordonnance 15.09.2021 N° 2021- 1190	

	Mise en place du registre national des entreprises : 1 ^{er} octobre 2023	Ordonnance 15.09.2021 N° 2021- 1189	Y compris pour les libéraux, les agriculteurs. Remplacera RCS, RM, ...
--	---	--	--

